

MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

1^{er} FEVRIER 1985. — Circulaire ministérielle relative aux modalités d'application de l'arrêté royal du 18 décembre 1984, instaurant l'octroi de subventions pour la rénovation d'habitations situées dans la Région bruxelloise.

Mesdames, Messieurs,

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités d'application de l'arrêté royal du 18 décembre 1984, relatif à l'octroi de subventions pour la rénovation d'habitations situées dans la Région bruxelloise.

La circulaire comporte 7 parties :

- le Demandeur;
- la Procédure de demande;
- l'Habitation;
- les Travaux;
- la Prime;
- La Sanction;
- l'Entrepreneur-rénovateur.

Seules les personnes physiques peuvent bénéficier des avantages prévus à l'arrêté.

L'octroi de ces avantages n'est pas cumulatif avec les avantages instaurés en vertu de l'arrêté royal du 23 juin 1983 relatif à l'octroi à des particuliers de subventions pour l'exécution de travaux de confort de même nature et visant le même objet.

PREMIÈRE PARTIE. — Le demandeur

A. Définitions.

Propriétaire occupant :

le propriétaire ou le copropriétaire qui occupe l'habitation ou qui l'occupera dès la fin des travaux de rénovation.

Propriétaire non-occupant :

le propriétaire qui rénove une habitation lui appartenant et qui en concède les droits d'usage et de jouissance à un tiers.

Le demandeur qui n'est pas propriétaire :

la personne qui, sans être propriétaire de l'habitation, l'occupe en vertu d'un titre légal ou conventionnel ou qui peut faire valoir un droit à l'usage et à la jouissance.

L'entrepreneur-rénovateur :

la personne morale ou physique qui étant propriétaire d'une habitation située dans une zone à rénover et à protéger y effectue des travaux de rénovation en vue de sa cession à titre onéreux à une personne physique (cfr. partie 8).

Habitation :

la maison ou l'appartement qui sera affecté, en ordre principal, au logement d'une famille; chaque appartement doit faire l'objet d'une demande distincte.

Zones « à protéger et à rénover » :

zones telles que définies à l'arrêté royal du 7 septembre 1984. En vue de déterminer avec plus de précision la localisation de l'habitation faisant l'objet de la demande de prime de rénovation, le demandeur s'adressera à l'administration communale du lieu où est situé l'immeuble à rénover.

Remarque.

Le propriétaire peut bénéficier d'une prime de rénovation pour toute habitation en sa possession et qui remplit les conditions prévues par l'arrêté. Il n'y a pas de limitation quant au nombre d'habitations à rénover possédées par le demandeur.

B. Conditions de revenus.

Aucune.

Remarque.

Il n'est pas tenu compte des conditions de revenus du demandeur, qu'il soit propriétaire ou locataire.

C. Engagements à souscrire.

1. Le demandeur propriétaire ou locataire s'engage à consentir à la visite de l'habitation à rénover par le délégué du Ministre.

2. Au cas où une habitation est occupée par un locataire, le propriétaire doit, en vertu de la convention-type établie par le Ministère de la Région bruxelloise, avoir l'accord de celui-ci quant au droit de visite précité.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST

1 FEBRUARI 1985. — Ministeriële omzendbrief betreffende de toepassingsmodaliteiten van het koninklijk besluit van 18 december 1984, tot instelling van subsidies voor de renovatie van woningen, gelegen in het Brussels Gewest.

Mevrouwen, Mijne Heren,

Deze omzendbrief heeft tot doel de toepassingsmodaliteiten te verduidelijken van het koninklijk besluit van 18 december 1984 betreffende de toekenning van subsidies voor de renovatie van woningen, gelegen in het Brussels Gewest.

— De omzendbrief omvat 7 delen :

- de Aanvrager;
- de Aanvraagprocedure;
- het Gebouw;
- de Werken;
- de Premie;
- de Sanctie;
- de Ondernemer-vernieuwbouwer.

Alleen de natuurlijke personen kunnen genieten van de voordelen waarin dit besluit voorziet.

De toekenning van die voordelen is niet cumulatief met de voordelen, ingesteld krachtens het koninklijk besluit van 23 juni 1983 betreffende de toekenning aan particulieren van subsidies voor het uitvoeren van comfortwerken van dezelfde aard die hetzelfde onderwerp beogen.

EERSTE DEEL. — De aanvrager

A. Bepalingen.

Eigenaar-bewoner :

de eigenaar of de medeïgenaar die de woning betreft of zal betrekken zodra de renovatiewerken voltooid zijn.

Eigenaar-niet-bewoner :

de eigenaar die een hem toebehorende woning renoveert en aan een derde het recht en genot ervan verleent.

De aanvrager-niet-eigenaar :

de persoon die, zonder eigenaar van de woning te zijn, deze betreft krachtens een wettelijke of bedongen titel of die een recht van gebruik en genot ervan kan doen gelden.

De ondernemer-vernieuwbouwer :

de natuurlijke of rechtspersoon die als eigenaar van een in een te renoveren en te beschermen zone gelegen woning daaraan renovatiewerken uitvoert om die woning onder bezwarende titel aan een natuurlijk persoon af te staan (cfr. deel 8).

Woning :

het huis of appartement dat hoofdzakelijk voor de huisvesting van een gezin is bestemd; voor elk appartement moet een afzonderlijke aanvraag worden ingediend.

Te beschermen en te renoveren zones :

zones zoals bepaald in het koninklijk besluit van 7 september 1984. Om nauwkeuriger de localisatie van de woning te kunnen bepalen waarvoor de aanvraag voor de renovatiepremie wordt ingediend, kan de aanvrager zich wenden tot het gemeentebestuur van de plaats waar de te renoveren woning is gelegen.

Opmerking.

De eigenaar kan een renovatiepremie ontvangen voor elke woning die hem toebehoort en die voldoet aan de voorwaarden waarin het besluit voorziet. Er is geen beperking inzake het aantal te renoveren woningen, eigendom van aanvrager.

B. Voorwaarden betreffende het inkomen.

Geen.

Opmerking.

Er wordt geen rekening gehouden met voorwaarden betreffende het inkomen van de aanvrager, of hij eigenaar of huurder is.

C. Te onderschrijven verbintenissen.

1. De aanvrager-eigenaar of huurder verbindt er zich toe de te renoveren woning door de afgevaardigde van de Minister te laten nazien.

2. Ingeval een woning door een huurder wordt bewoond, moet de eigenaar krachtens een door het Ministerie van het Brussels Gewest opgemaakte type-overeenkomst het akkoord van de huurder hebben inzake bovenstaand recht van nazicht.

3. La convention-type établie entre le propriétaire et le locataire prévoit :

- a) l'accord des deux parties sur les travaux de rénovation;
 - b) un droit d'usage et de jouissance pour une durée à convenir entre les parties;
 - c) que le propriétaire renonce pendant la période visée au bail ou à défaut de celui-ci pendant une période d'un an à toute augmentation de loyer ou indemnité quelconque fondée sur les travaux de rénovation.
4. Le bénéficiaire de la prime devra respecter, en tout temps, les normes d'occupation.
5. Au cas où le demandeur de la prime est locataire de l'habitation rénovée, il devra occuper lui-même le logement rénové et ne pas céder son droit d'occupation en tout ou en partie.

D. Déclaration d'achèvement en tout ou partie des travaux.

Dès que les travaux sont complètement terminés, le demandeur avise, au moyen de l'envoi du formulaire T., le Ministère de la Région bruxelloise afin de permettre la mise en liquidation de la prime.

Si le demandeur a requis la liquidation de la prime en trois versements, et que les factures atteignent le tiers du coût de l'ensemble des travaux repris au devis, le demandeur avise le Ministère de la Région bruxelloise afin de permettre la mise en liquidation du premier tiers de la prime.

DEUXIEME PARTIE. — La procédure de demande

1. La demande doit, sous peine de nullité, être introduite sous pli recommandé par la personne qui rénove l'habitation auprès du Ministère de la Région bruxelloise, Service Logement, rue Royale 6, 1000 Bruxelles, au moyen du formulaire R dûment complété.

2. Ce formulaire est à la disposition du public :

— à Infor-Logement, boulevard de l'Empereur 15, 1000 Bruxelles, tél. 02/512.59.18, où tous renseignements complémentaires pourront être obtenus;

— au Ministère de la Région bruxelloise, rue Royale 6, 1000 Bruxelles, tél. 02/518.17.11.

3. La demande ne peut avoir trait qu'aux travaux de rénovation dont la liste est stipulée ci-après.

4. La demande doit nécessairement être introduite au moyen du formulaire R, qui sera dûment complété, daté et signé par la personne qui réalise les travaux ainsi que par le bourgmestre des communes concernées.

TROISIEME PARTIE

L'habitation

(situation, insalubrité, travaux, normes, remarques)

Toute habitation qui fait l'objet d'une demande de prime à la rénovation doit être située dans la Région bruxelloise et estimée par le délégué désigné par le Ministre comme étant insalubre mais susceptible d'être améliorée.

Cette insalubrité peut être de deux types :

- A. soit celle visant l'état physique de l'habitation;
- B. soit celle ayant pour cause le surpeuplement.

A. *Habitation, insalubre améliorable en fonction de son état physique.*

Il s'agit d'une habitation présentant une ou plusieurs causes d'insalubrité auxquelles le délégué du Ministre juge qu'il est possible de remédier.

Les travaux pouvant entrer en ligne de compte pour l'obtention de la prime à la rénovation et remédiant à l'insalubrité sont :

1. Ceux susceptibles de renforcer la stabilité et la solidité :
 - des fondations (notamment des voûtes, voussettes et murs de soutènement...);
 - des murs extérieurs et intérieurs portants (l'aplomb, les affaissements, les lézards ...);
 - de la toiture (la charpente, la couverture, les corniches ...);
 - des planchers (les gites, hourdis, dalles en béton ...).

3. De tussen de eigenaar en de huurder opgemaakte type-overeenkomst voorziet in :

- a) het akkoord van de twee partijen aangaande de renovatiewerking;
- b) een recht van gebruik en genot voor een onder de partijen overeen te komen duur;
- c) dat de eigenaar gedurende de in onder b) bedoelde periode verzaakt aan elke welkdanige huurverhoging of vergoeding op grond van de renovatiewerken.

4. De ontvanger van de premie moet de bewoningsnormen blijven naleven.

5. Ingeval de aanvrager van de premie de huurder van de gerenoveerde woning is, moet hijzelf de gerenoveerde woning betrekken en zijn recht op bewoning mag hij niet geheel of gedeeltelijk afstaan.

D. *Verklaring van de volledige of gedeeltelijke voltooiing van de werken.*

Zodra de werken volledig voltooid zijn, stelt de aanvrager bij middel van het inzenden van het formulier T het Ministerie van het Brussels Gewest daarvan in kennis om de in vereffeningstelling van de premie mogelijk te maken.

Indien de aanvrager de vereffening van de premie in drie stortingen heeft gevraagd en de rekeningen het derde van al de kosten van de in het bestek opgenomen werken bereiken, stelt de aanvrager het Ministerie van het Brussels Gewest daarvan in kennis zodat de vereffening van het eerste derde van de premie in werking kan worden gesteld.

TWEEDE DEEL. — De aanvraagprocedure

1. Op straf van nietigheid moet de aanvraag door de persoon die de woning renoveert onder aangetekende omslag worden ingediend bij het Ministerie van het Brussels Gewest, Dienst Huisvesting, Koningsstraat 6, 1000 Brussel, door middel van de behoorlijk ingevulde formulieren.

2. Dat formulier is ter beschikking van het publiek :

— bij Woon-Info, Keizerlaan 15, 1000 Brussel, tel. 02/512.59.18, waar alle bijhorende inlichtingen kunnen ingewonnen worden.

— bij het Ministerie van het Brussels Gewest, Koningsstraat 6, 1000 Brussel, tel. 02/518.17.11.

3. De aanvraag kan slechts betrekking hebben op de renovatiewerken waarvan de lijst onderstaand is vermeld.

4. De aanvraag moet noodzakelijkerwijze worden ingediend middels een behoorlijk ingevuld, gedagtekend en ondertekend formulier R, door de persoon die de werken uitvoert en door de burgemeester van de betrokken gemeenten.

DERDE DEEL

De woning

(ligging, ongezondheid, werken, normen, opmerkingen)

Elke te renoveren woning waarvoor een aanvraag voor een renovatiepremie wordt ingediend, moet in het Brussels Gewest zijn gelegen en door de afgevaardigde van de Minister worden geacht ongezond maar verbeterbaar te zijn.

Die ongezondheid kan tweërlei zijn :

- A. dewelke die slaat op de fysische staat van het gebouw;
- B. ofwel dewelke die door overbevolking ontstaat.

A. *Ongezonde verbeterbare woning in functie van de fysische toestand.*

Het gaat om een woning die één of meerdere oorzaken van ongezondheid vertoont waarover de afgevaardigde van de Minister oordeelt dat eraan kan worden verholpen.

De werken die in aanmerking kunnen komen voor het verkrijgen van de renovatiepremie en waarbij de ongezondheid wordt opgeheven zijn :

1. Werken die de stabiliteit en de stevigheid versterken :
 - van de funderingen (inzonderheid de gewelven, de muurbogen en de steunmuren, ...);
 - van de dragen buiten- en binnenmuren (loodrechte stand, verzakkingen, breekscheuren, ...);
 - van het dakwerk (het geraamte, de dakbedekking, de dakgoten, ...);
 - van de vloeren (de balklagen, holle vloeren, betonplaten...).

2. Ceux susceptibles d'assurer l'étanchéité :

— des murs extérieurs et des caves (réparation et assèchement des murs, notamment par électro-osmose, injection de produits imperméabilisants, placement de tubes déshumidificateurs, insertion d'une membrane étanche dans la maçonnerie, pose d'un revêtement extérieur étanche et ventilé sur les murs exposés aux intempéries, remplètement, dégagement des murs enterrés, bétonnage des murs et du sol des caves avec aménagement des cheminées de niveau d'eau, installation de pompes d'évacuation d'eau avec démarrage automatique ...);

— de la toiture (réparation ou remplacement de la couverture des corniches, gouttières ...);

— des menuiseries extérieures (réparation des châssis de fenêtres, réparation ou remplacement des portes ...);

— des planchers et carrelages (réparation, remplacement chapes et recouvrement ...).

3. Ceux susceptibles d'assurer une aération et un éclairage naturel suffisants :

— baies (agrandissements, installation d'ouvrants, percement de nouvelles baies et travaux pour remédier à l'absence de possibilité de ventilation directe à l'air libre ...);

— hauteur sous plafond (relèvement ou abaissement des plafonds et/ou des planchers : pièce de séjour : minimum 2,30 m; pièce de nuit : minimum 2,10 m (dérogation possible en tenant compte de l'aération, de l'éclairage, de l'usage et de la superficie des pièces);

— dégagement de l'habitation (démolition d'annexes et suppression d'obstacles naturels et autres, nuisant à l'ensoleillement, l'aération et l'éclairage naturel de l'habitation ...).

4. Ceux susceptibles de remédier aux insuffisances au niveau de la structure et de la distribution intérieure :

— absence de hall d'entrée ou de corridor d'accès;

— pièces d'habitation trop petites ou trop grandes;

— aménagement d'un accès distinct pour chaque chambre à coucher;

— circulation interne (suppression de marches entre pièces, modification des distributions, déplacement des portes ...).

5. Ceux susceptibles d'assurer la sécurité dans l'habitation :

— installation électrique et distribution de gaz (remise en état des installations dangereuses ou vétustes);

— escaliers et paliers (consolidation, remplacement des escaliers...);

— cheminées consolidation, exhaussements, reconstruction des cheminées dangereuses (corps et massifs);

— planchers (réparation, consolidation, remplacement ...).

6. Ceux susceptibles d'assurer un minimum d'hygiène :

— eau potable (installation d'un point d'eau potable sur évier dans la cuisine ou le coin à cuisiner, placement d'une distribution d'eau suffisante, placement de l'eau chaude ...);

— W.C. (installation d'un ou de plusieurs W.C. à chasse à l'usage exclusif du ménage, convenablement aéré et ne communiquant pas directement avec une pièce de séjour ou une cuisine, sauf impossibilité matérielle);

— égouts (installation d'un système adéquat d'évacuation des eaux usées à partir de l'habitation; ex. raccordement à l'égout public ou canalisation souterraine vers un puits perdu ...);

— salle de bain (installation dans un local spécifique d'une salle de bain avec lavabo(s) et baignoire ou douche, équipée d'une distribution d'eau chaude).

B. Habitation insalubre améliorable de par son occupation.

Les travaux pouvant entrer en ligne de compte pour l'obtention de la prime à la rénovation sont ceux susceptibles d'adapter l'habitation aux normes minimales relatives à la surface habitable et au nombre de pièces d'habitation.

Il s'agit de l'occurrence de tous les travaux d'agrandissement et/ou d'adaptation susceptibles d'assurer à l'occupant des conditions normales d'habitation respectant les normes minimales ci-après :

1. Nombre minimum de pièces habitables.

Le logement doit comporter :

— une salle de séjour;

— une cuisine;

— une chambre par couple marié;

— une chambre pour 1 ou 2 enfants de 2 à moins de 10 ans sans distinction de sexe;

— une chambre pour 1 ou 2 enfants de même sexe de 10 à 20 ans;

— une chambre pour 1 ou 2 enfants de même sexe de 20 ans et plus.

2. Werken om te voorzien in de waterdichtheid :

— van de buitenmuren en kelders (herstellen en droogmaken van de muren, inzonderheid door elektro-osmose, inspuiten van waterdichtmakende produkten, plaatsen van vochtweringsbuizen, aanbrengen van een waterdicht vlies in het metselwerk, aanbrengen van een waterdichte en verluchte buitenbekleding op de aan de weersgestellenissen blootgestelde muren, inzetten van stukken, vrijmaken van aangeaarde muren, betonneren van de keldermuren en installatie van waterafvoerpompen met automatische inschakeling, ...);

— van het dak (herstellen of vernieuwen van de dakbedekking, van de dakgoten en kroonlijsten, ...);

— van de buitenschrijnwerkerij (herstellen van vensterramen en herstellen of vervangen van deuren, ...);

— van de planken- en tegelvloeren (herstellen, vervangen van ondervloeren en bedekking, ...).

3. Werken om voldoende toetreding van lucht en licht te verzekeren :

— vensteropening (vergroting, aanbrengen van beweegbare ramen, maken van nieuwe vensteropeningen en werken om te verhelpen aan de onmogelijkheid van rechtstreekse verluchting buiten, ...);

— hoogte onder het plafond : verhoging of verlaging van plafonds en/of vloeren : dagverblijven : minimum 2,30 m; nachtverblijven : minimum 2,10 m (afwijking mogelijk rekening houdend met de verluchting, het gebruik en de oppervlakte van de vertrekken);

— vrijmaken van de woning (slopen van bijgebouwen en verwijdering van natuurlijke en andere hindernissen die een belemmering vormen voor het zonlicht, de toetreding van lucht en licht tot de woning ...).

4. Werken om de onvoldoendheden te verbeteren op het vlak van de structuur of de binnenindeling;

— ontbreken van inkomhal of -gang;

— te kleine of te grote woonvertrekken;

— inrichting van afzonderlijke toegang voor elke slaapkamer;

— intern woonverkeer (verwijdering van treden tussen de vertrekken, herindeling, verplaatsing van deuren, ...).

5. Werken om te voorzien in de veiligheid binnen de woning :

— elektrische- en gasinstallatie (vernieuwing van de gevaarlijke en verouderde installaties);

— trappen en overlopen (verstevigen, vervanging van de trappen, ...);

— verstevigen van schouwen, hoger optrekken, herbouwen van gevaarlijk staande schouwen (schachten en stoelen);

— vloeren (herstellen, verstevigen, vervangen ...).

6. Werken om te voorzien in minimum aan hygiëne :

— drinkwater (installatie van een drinkwaterkraan boven een gootsteen in keuken of kookhoek; plaatsen van voldoende waterbedeling, plaatsen van warmwaterinstallatie ...);

— W.C. (installatie van één of meerdere W.C.'s met doorspoeling voor het uitsluitend gebruik van het gezin, degelijk verlucht en geen rechtstreekse toegang verschaffend aan een dagvertrek of een keuken, behoudens materiële onmogelijkheid);

— aflopen (installatie van een geschikt systeem voor afvalwaterafvoer vanaf de woning; bv. aansluiting op de openbare riolering of ondergrondse leiding naar een zinkput ...);

— badkamer (installatie in een daarvoor geschikt lokaal van een badkamer met lavabo(s) en bad of stortbad, uitgerust met warmwaterverwarming).

B. Ongezonder verbeterbare woning wegens de bewoning.

De werken die in aanmerking kunnen komen voor de toezegging van de renovatiepremie zijn dewelke, waardoor de woning mogelijkerwijze kan worden aangepast aan de minimumnormen betreffende de bewoonbare oppervlakte en het aantal woonvertrekken.

In onderhavig geval gaat het om alle vergrotings- en/of aanpassingswerken waardoor aan de eigenaar-bewoner normale bewoningsomstandigheden kunnen worden verstrekt, zoals onderstaand bepaald :

1. Minimum aantal woonvertrekken :

De woning moet omvatten :

— een huiskamer;

— een keuken;

— één kamer per getrouwd paar;

— één kamer voor 1 of 2 kinderen van 2 tot minder dan 10 jaar, zonder onderscheid van geslacht;

— één kamer voor 1 of 2 kinderen van hetzelfde geslacht van 10 tot 20 jaar;

— één kamer voor 1 of 2 kinderen van hetzelfde geslacht van 20 jaar en meer.

2. Minimum de superficie habitable.

- pour les ménages d'une ou de deux personnes : minimum 35 m²;
- minimum de 32 m² pour 2 personnes de plus de 65 ans;
- minimum de 28 m² pour 1 personne de plus de 65 ans.
- pour les ménages de plus de deux personnes : minimum de 40 m² (48 m² si plus de 8 occupants); minimum majoré de 6 m² :
- par groupe de 2 enfants de 2 à 10 ans;
- par enfant ou par groupe de 2 enfants de 10 à 20 ans de même sexe;
- pour chaque célibataire de 20 ans et plus; minimum majoré de 12 m² :
- pour chaque couple marié autre que celui du demandeur.

Dans la superficie habitable, ne pas inclure W.C., caves, greniers, garage, salle de bain, hall, débarras et cage d'escaliers.

Toutefois les travaux d'agrandissement sont autorisés pour autant qu'ils n'atteignent pas un quart de la superficie habitable et soient justifiés par l'occupation.

Remarques importantes.

1. Isolation thermique.

Les travaux relatifs à l'isolation thermique ne pourront être pris en considération que s'ils s'accompagnent d'un ou plusieurs travaux de rénovation repris à l'article A1, A2, A3, A5 ou A6.

- Les travaux d'isolation thermique sont ceux qui ont trait à :
- l'injection ou remplissage de murs creux;
 - l'isolation de murs extérieurs par application d'un matériau d'isolation;
 - l'isolation d'une toiture inclinée par application d'un isolant d'une épaisseur minimale de 3 cm;
 - l'isolation d'une toiture plate existante par application sur la face extérieure d'un isolant d'une épaisseur minimale de 3 cm;
 - l'isolation de planchers (ou parois) séparant un local chauffé d'un local non chauffé par application d'un isolant d'une épaisseur minimale de 3 cm et l'isolation des planchers séparant un local chauffé de l'extérieur par application d'un isolant d'une épaisseur minimale de 3 cm;
 - le remplacement de vitrage simple par du vitrage double ou triple ainsi que les travaux d'adaptation y afférents;
 - le placement de survitrage sur des châssis existants, y compris les accessoires;
 - le placement de volets suffisamment ébranchés que pour être susceptibles d'offrir une isolation thermique.

2. Chauffage central.

Les travaux relatifs à l'installation d'un chauffage central ne pourront être pris en considération que s'ils s'accompagnent d'un ou plusieurs travaux de rénovation repris à l'article A1, A2, A3, A5 ou A6.

Les travaux de chauffage sont ceux qui ont trait à :

- l'installation d'un type de chauffage central ou d'un système de chauffage local par local;
- le calorifugeage de toute tuyauterie ou de partie de l'installation thermique qui sont maintenues à température assez élevée et qui se trouvent dans des pièces ou espaces où le chauffage n'est pas souhaité ou nécessaire;
- le placement d'un dispositif de régulation (thermostat, vannes thermostatiques, etc...) permettant de moduler la température dans chaque local en fonction des conditions d'occupation et compte tenu des apports gratuits dus au soleil ou aux sources internes inévitables.

3. Le remplacement des châssis de fenêtre.

Les travaux de remplacement de châssis de fenêtre ne pourront être pris en considération que s'ils s'accompagnent d'un ou plusieurs travaux de rénovation repris à l'article A1, A2, A3, A5 ou A6.

4. De plus, le coût pris séparément ou globalement des trois types de travaux ci-dessus (isolation thermique, installation du chauffage central et le remplacement de châssis), ne peut excéder la moitié du montant total des travaux de rénovation acceptés par le Ministère de la Région bruxelloise.

2. Minimum woonoppervlakte :

- voor de gezinnen van één of twee personen : minimum 35 m²;
- minimum 32 m² voor 2 personen + 65 jaar;
- minimum 28 m² voor 1 persoon + 65 jaar.
- voor de gezinnen van meer dan twee personen : minimum 40 m² (48 m² indien meer dan 8 bewoners); minimum vermeerderd met 6 m² :
- per groep van 2 kinderen van 2 tot 10 jaar;
- per kind of per groep van 2 kinderen van 10 tot 20 jaar van hetzelfde geslacht;
- voor elke vrijgezel van 20 jaar en meer. minimum verhoogd met 12 m² :
- voor elk ander getrouwd paar dan dat van aanvrager.

De woonoppervlakte omvat niet de W.C., kelders, zolders, garage, badkamer, hall, bergplaats en traphall.

Tevens zullen de vergrotingswerken toegelaten worden voor zover deze niet één vierde van de bewoonbare oppervlakte bereiken en door de bewoning worden verantwoord.

Belangrijke opmerkingen.

1. Thermische isolatie.

De werken die de thermische isolatie betreffen, kunnen slechts in aanmerking worden genomen als zij samengaan met één of verscheidene renovatiewerken bedoeld bij de artikelen A1, A2, A3, A5 of A6.

De werken inzake thermische isolatie zijn :

- de injectie of opvulling van spouwmuren;
- de isolering van buitenmuren door bestrijking van een isolatiemateriaal;
- de isolering van een hellend vlak door het aanbrengen van isolatiemateriaal met een minimumdikte van 3 cm;
- de isolering van een bestaand plat dak door op het buitenvlak een isolatiemateriaal aan te brengen met een minimumdikte van 3 cm;
- de isolering van vloeren (of wanden) die een verwarmd vertrek scheiden van een niet verwarmd vertrek door het plaatsen van isolatiemateriaal met een minimumdikte van 3 cm, alsmede de isolering van vloeren die een verwarmd vertrek van buiten scheiden door het aanbrengen van isolatiemateriaal met een minimumdikte van 3 cm;
- de vervanging van enkele door dubbele of drievoudige beglazing, alsmede de daaruit voortvloeiende aanpassingswerken;
- het plaatsen van voorzetramen voor bestaande ramen met inbegrip van de toebehoren;
- het plaatsen van luiken die voldoende dicht zijn om een thermische isolatie te kunnen verschaffen.

2. Centrale verwarming.

De werken die de installatie van een centrale verwarming betreffen, kunnen slechts in aanmerking worden genomen als zij samengaan met één of verscheidene renovatiewerken, bedoeld bij de artikelen A1, A2, A3, A5 of A6.

De verwarmingswerken hebben betrekking op :

- de installatie van een type van centrale verwarming of van een verwarmingssysteem, kamer per kamer.
- de warmte-isolering van al de leidingen of van onderdelen van de verwarmingsinstallatie die op vrij hoge temperatuur worden gehouden en die zich bevinden in vertrekken of ruimten waar geen verwarming gewenst of noodzakelijk is.
- het plaatsen van een regelinrichting (thermostaat, thermostatische kranen, enz.), waardoor de temperatuur in elk vertrek kan worden geregeld naargelang van de omstandigheden van de bewoning en rekening houdend met de kosteloze warmtetoevoer door de zon of de onvermijdelijke warmtebronnen binnenshuis.

3. De vervanging van vensterramen.

De werken voor vervanging van vensterramen kunnen slechts in aanmerking worden genomen indien zij met één of meerdere renovatiewerken bedoeld onder de artikelen A1, A2, A3, A5 of A6 samengaan.

4. Daarenboven mogen de kosten van de bovenstaande drie soorten werken (thermische isolatie, installatie van de centrale verwarming en de vervanging van vensterramen), afzonderlijk of globaal genomen, de helft van het totaal bedrag van de door het Ministerie van het Brussels Gewest aanvaardde renovatiewerken niet overschrijden.

5. Les travaux d'embellissement.

Les travaux de protection et de finition strictement nécessaires à l'achèvement des travaux de rénovation suivant les règles de l'art peuvent être pris en compte lors de l'établissement du devis; sont donc exclus les travaux d'embellissement, tels que peintures des murs dans un but décoratif, pose de papiers peints, recouvrement de sols, etc...

6. Travaux de rénovation effectués aux parties de l'habitation n'étant pas directement affectées à l'habitat.

Sont également pris en considération les travaux de rénovation se localisant aux parties de l'habitation qui ne sont pas directement affectées à l'habitat mais qui sont rendus nécessaires pour assurer la rénovation de la partie de l'habitation réservée au logement.

Toutefois, le délégué du Ministre estimera sur place la recevabilité de ce type de travaux et son caractère indispensable.

QUATRIEME PARTIE. — Travaux

A. Devis des travaux.

— Le devis détaillé des travaux est établi sur le formulaire R. ou peut y être joint.

— Le devis des travaux ne peut être inférieur à F 100 000 T.V.A. comprise par unité de logement et doit accompagner le formulaire R.

B. Entreprise enregistrée.

Définition :

L'entreprise enregistrée : celle qui est enregistrée en application des dispositions des articles 59 et 61 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique.

Remarque.

Le fait pour une entreprise d'être enregistrée atteste qu'elle remplit ses obligations tant fiscales que sociales ce qui constitue une garantie pour le demandeur de la présente prime.

En vue de vérifier si une entreprise est enregistrée, il suffit de s'adresser au Ministère des Finances, Commission provinciale d'Enregistrement du Brabant, avenue Louise 245, 1050 Bruxelles, tél. 641.02.50.

A cet effet, il faut connaître, outre sa dénomination exacte, son numéro de T.V.A.

C. Début des travaux.

Les travaux visés par la demande ne peuvent, en aucun cas, être entamés avant le passage du délégué du Ministre; cette visite aura lieu dans les 40 jours calendrier prenant cours à la date de l'envoi des documents constituant le dossier complet de demande de prime.

D. Délégué du Ministre.

Le délégué du Ministre se rendra sur place avant les travaux pour déterminer si l'habitation est insalubre améliorable et si les travaux repris au devis sont conformes aux prescriptions de l'arrêté.

E. Contrôle des travaux.

A la réception du formulaire T précité, le délégué du Ministre pourra constater sur place que les travaux pour lesquels la demande de prime à la rénovation a été introduite, sont intégralement terminés. Celui-ci examinera, en outre toutes les factures inhérentes aux susdits travaux.

Le demandeur veillera à faciliter la tâche à l'enquêteur et devra lui permettre de visiter l'immeuble rénové.

F. Exécution des travaux.

Les travaux de rénovation doivent être exécutés par des entrepreneurs enregistrés conformément à l'article 299bis du Code des Impôts sur les Revenus.

L'entreprise doit être enregistrée au moment de l'introduction de la demande.

G. Durée des travaux.

Tous les travaux du devis doivent être exécutés dans un délai de 18 mois, prenant cours à la date de la notification de la promesse d'octroi; toutefois, le Ministre peut proroger ce délai s'il estime que le retard est dû à des circonstances fortuites ou à un cas de force majeure.

H. Fin des travaux.

Dès la fin des travaux repris dans la demande de prime à la rénovation, le demandeur renverra au service logement du Ministère de la Région bruxelloise, le formulaire T dûment complété, daté et signé.

5. De verfraaiingswerken.

De beschermings- en voltooiingswerken die strikt noodzakelijk zijn voor de afwerking van de renovatiewerken volgens de regels van de kunst kunnen bij het opmaken van het bestek in aanmerking worden genomen. Zijn aldus uitgesloten de verfraaiingswerken, zoals het verven van muren als decoratie, het behangen, het leggen van een vloerbedekking, enz.

6. Renovatiewerken uitgevoerd aan de delen van het gebouw die niet rechtstreeks in aanmerking komen voor wooneigenheid.

Worden eveneens in aanmerking genomen de renovatiewerken die plaatsvinden in de gedeelten van de woning die niet rechtstreeks voor bewoning bestemd zijn maar noodzakelijk blijken om de renovatie van het gedeelte voorbehouden voor het wonen te verzekeren.

De afgevaardigde van de Minister zal evenwel ter plaatse oordelen over de aanneembaarheid van dit type van werken en over de onmisbaarheid ervan.

VIERDE DEEL. — De werken

A. Bestek van de werken.

— Het omstandig bestek van de werken wordt opgemaakt op het formulier R.

— Het bestek van de werken mag niet lager zijn dan F 100 000 BTW inbegrepen, per wooneenheid en moet bij het formulier R worden gevoegd.

B. Ingeschreven ondernemingen.

Bepaling :

De ingeschreven onderneming : een onderneming die geregistreerd is bij toepassing van de bepalingen van de artikelen 59 en 61 van de wet van 4 augustus 1978, houdende economische heroriëntering.

Opmerking.

Het feit dat een onderneming is ingeschreven bevestigt dat zij zowel haar fiscale als sociale verplichtingen nakomt, wat een waarborg is voor de aanvrager van de premie.

Om na te gaan of een onderneming is ingeschreven, volstaat het zich tot het Ministerie van Financiën, Provinciale Commissie voor inschrijving van Brabant, Louizalaan 245, 1050 Brussel, tel. 641.02.50, te wenden.

Daarvoor moet men, behoudens de precieze benaming, ook haar BTW-nr. kennen.

C. Begin van de werken.

De door de aanvraag bedoelde werken mogen in geen enkel geval worden aangevat vóór het bezoek van de afgevaardigde van de Minister. Dat bezoek zal plaatsgrijpen binnen de 40 kalenderdagen ingaand op datum van inzending van de documenten die het volledige dossier van de premie-aanvraag behelzen.

D. Afgevaardigde van de Minister.

De afgevaardigde van de Minister zal zich ter plaatse begeven voor de aanvang van de werken vermeld in het bestek, om na te gaan of de woning ongezond verbeterbaar is en of de geplande werken overeenstemmen met de bepalingen van het besluit.

E. Toezicht op de werken.

Bij ontvangst van voornoemd formulier T kan de afgevaardigde van de Minister vaststellen of de werken, waarvoor de aanvraag voor de renovatiepremie werd ingediend, integraal werden beëindigd. Deze onderzoekt daarenboven alle rekeningen betreffende kwestige werkzaamheden.

De aanvrager moet de taak van de onderzoeker vergemakkelijken en hem toelaten het gerenoveerd gebouw te onderzoeken.

F. Uitvoering van de werken.

De renovatiewerken moeten door ingeschreven aannemers worden uitgevoerd overeenkomstig artikel 299bis van het Wetboek op de Inkomstenbelastingen.

De onderneming moet op het ogenblik van het indienen van de aanvraag ingeschreven zijn.

G. Duur van de werken.

Alle op het bestek vermelde werken moeten binnen de termijn van 18 maanden worden uitgevoerd, ingaand op de datum van de berichtgeving van de belofte tot toezegging. De Minister kan evenwel die termijn verlengen indien hij meent dat de vertraging te wijten is aan toevallige omstandigheden of aan een geval van heilkracht.

H. Einde van de werken.

Zodra de in de aanvraag voor de renovatiepremie opgenomen werken zijn beëindigd, zendt de aanvrager aan de Dienst Huisvesting van het Ministerie van het Brussels Gewest het behoorlijk ingevuld, gedagtekend en ondertekend formulier T terug.

CINQUIEME PARTIE. — La prime

A. Promesse d'octroi de la prime.

Le Ministère de la Région bruxelloise notifie, soit le rejet de la demande (travaux refusés, devis inacceptable...), soit demande des informations complémentaires (formulaires incomplets), soit notifie le montant provisoire de la prime dont le montant est calculé sur base de celui du devis.

Cette notification provisoire aura été établie après la visite préalable du délégué du Ministre chargé de constater sur place si l'état de l'habitation et si les travaux faisant l'objet du devis sont conformes à l'arrêté.

B. Calcul de la prime.

1. Le montant de la prime de rénovation est fixé à 30 pct. du coût des travaux sans que le montant de ladite prime puisse dépasser la somme de F 300 000 per habitation rénovée.

2. Lorsque l'habitation à rénover est située dans les « zones à protéger et à rénover », le montant de la prime de rénovation est fixé à 40 pct du coût des travaux sans que le montant de ladite prime puisse dépasser F 400 000 par habitation rénovée.

3. Lorsqu'une demande donne lieu à une promesse d'octroi d'une prime de rénovation atteignant les montants maximums prévus à l'arrêté (F 300 000 ou F 400 000), il ne peut être introduit d'autres demandes pour la même habitation.

Toutefois, une même habitation peut faire l'objet de plusieurs demandes de prime de rénovation pour autant que le montant total des primes arrêtées définitivement ne dépasse pas les montants maximums prévus à l'arrêté (F 300 000 ou F 400 000) et pour autant que chacune de ces demandes porte sur un montant de travaux estimés et facturés à un minimum de F 100 000, T.V.A. comprise.

C. Liquidation de la prime.

a) Paiement de la prime en un seul versement.

Lorsque les travaux sont terminés, le délégué du Ministre pourra constater sur place leur achèvement. Le Ministère de la Région bruxelloise établira le montant définitif de la prime sur base des factures en bonne et due forme se rapportant exclusivement aux travaux repris dans le devis. La prime sera alors versée au demandeur.

b) Paiement de la prime en trois versements.

A la requête du demandeur, le paiement de la prime peut être effectué en trois fois. Ces sommes perçues anticipativement sont des provisions sur le montant figurant à la promesse provisoire de la prime :

1^o un premier tiers du montant de la prime peut être liquidé au demandeur lorsque le montant des factures atteint au moins un tiers de l'ensemble des travaux repris au devis;

2^o un deuxième tiers du montant de la prime peut être liquidé au demandeur, lorsque le montant des factures atteint au moins les deux tiers de l'ensemble des travaux repris au devis;

3^o le solde du montant de la prime préalablement notifiée est arrêté définitivement sur base des factures en bonne et due forme. Ce montant est liquidé au demandeur après réception par le Ministère de la Région bruxelloise du formulaire T, dûment complété et signé par le demandeur, certifiant l'achèvement complet des travaux.

Remarque importante.

En aucun cas, ne seront prises en considération des factures antérieures à la demande de prime de rénovation (article 11 in fine de l'arrêté royal).

SIXIEME PARTIE. — Sanction

Le bénéficiaire de la prime sera tenu de rembourser celle-ci augmentée des intérêts calculés au taux légal en vigueur dans les cas suivants :

— déclaration inexacte ou incomplète en vue d'obtenir indûment la prime;

— pour tout manquement aux engagements à souscrire par le demandeur conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté.

VIJFDE DEEL — De premie

A. Belofte van toezegging van de premie.

Het Ministerie van het Brusselse Gewest geeft kennis of van de verwerping van de aanvraag (geweigerde werken, onaanvaardbaar bestek...) of van een verzoek om bijkomende inlichtingen (onvolledige formulieren), of brengt het voorlopig bedrag van de premie ter kennis waarvan de som op grond van het bedrag van het bestek werd berekend.

Die voorlopige berichtgeving zal zijn opgesteld na het voorafgaand bezoek van de afgevaardigde van de Minister, belast ter plaatse vast te stellen of de staat van de woning en de werken, bedoeld in het bestek, in overeenkomst zijn met het besluit.

B. Berekening van de premie.

1. Het bedrag van de renovatiepremie is vastgesteld op 30 pct. van de kosten der werken zonder dat het bedrag van deze premie het bedrag van F 300 000 per gerenoveerde woning mag overschrijden.

2. Indien de te renoveren woning gelegen is in een « te beschermen en te renoveren zone », wordt het bedrag van de renovatiepremie vastgesteld op 40 pct. van de kosten der werken zonder dat het bedrag van kwestige premie F 400 000 per gerenoveerd gebouw mag overschrijden.

3. Wanneer op een aanvraag een belofte van toezegging van een renovatiepremie volgt voor de maximumbedragen waarin het besluit voorziet (F 300 000 of F 400 000), kunnen geen andere aanvragen voor dezelfde woning meer worden ingediend.

Evenwel kunnen voor dezelfde woning verscheidene aanvragen voor renovatiepremies worden ingediend, voor zover het gezamenlijk bedrag van de definitief vastgestelde premies de maximumbedragen, waarin het besluit voorziet, niet overschrijdt (F 300 000 of F 400 000). Elke aanvraag moet betrekking hebben op een bedrag voor de werken, geraamd en berekend op minimum F 100 000 BTW inbegrepen.

C. Vereffening van de premie.

a) Uitbetaling van de premie in een enkele storting.

Wanneer de werken beëindigd zijn, kan de afgevaardigde van de Minister hun volledige voltooiing vaststellen. Het Ministerie van het Brusselse Gewest zal het definitieve bedrag van de premie vaststellen op grond van de in behoorlijke vorm opgestelde rekeningen die uitsluitend betrekking hebben op de in het bestek opgenomen werken. De premie wordt dan aan de aanvrager gestort.

b) Uitbetaling van de premie in drie stortingen.

Op verzoek van de aanvrager kan de uitbetaling van de premie in drie maal geschieden. Deze vervroegd geïnde bedragen zijn voorschotten op het voorlopig bedrag van de premie dat op de belofte van toezegging is vermeld :

1^o op verzoek van de aanvrager kan hem een eerste derde van het bedrag van de premie worden verreffend wanneer het bedrag van de rekeningen ten minste één derde van de gezamenlijke werken bereikt;

2^o een tweede derde van het bedrag van de premie kan aan de aanvrager worden verreffend wanneer het bedrag der rekeningen ten minste de twee derden van het geheel der werken bereikt;

3^o het saldo van het bedrag van de voorafgaande medegedeelde premie wordt definitief vastgesteld op grond van de in behoorlijke vorm opgemaakte rekeningen. Dat bedrag wordt aan de aanvrager verreffend na ontvangst door het Ministerie van het Brusselse Gewest van een volledig ingevuld, gedagtekend en ondertekend formulier T dat de volledige voltooiing van de werken bevestigt.

Belangrijke opmerking.

In geen geval worden vroegere rekeningen dan de aanvraag voor de renovatiepremie in aanmerking genomen (art. 11 in fine van het koninklijk besluit).

ZESDE DEEL — De sanctie

In onderstaande gevallen zal de rechthebbende op de premie die moeten terugbetalen met vermeerdering van de interesten, berekend volgens het wettelijk geldend percentage :

— onnauwkeurige of onvolledige verklaring met het oog op het ten onrechte verwerven van de premie;

— voor elke niet-nakoming van de door de aanvrager te onderschrijven verbintenissen overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van het besluit.

SEPTIEME PARTIE

Dispositions particulières dans le cas de travaux de rénovation exécutés par un entrepreneur-rénovateur à une habitation en vue de la cession de celle-ci à titre onéreux à un particulier.

A. Engagements à souscrire.

L'entrepreneur-rénovateur doit :

1. Consentir à la visite de l'habitation par le délégué du Ministre;
2. Mettre en vente l'habitation rénovée dès l'achèvement complet des travaux;
3. Ne pas se prévaloir de la prime de rénovation pour majorer le prix de vente de l'habitation.

B. Documents à annexer à la demande.

La demande doit être accompagnée :

1. du titre de propriété de l'habitation à rénover;
2. des statuts de la société s'il s'agit d'une personne morale;
3. l'extrait du registre de commerce s'il s'agit d'une personne physique établissant l'activité professionnelle du demandeur;
4. le devis des travaux.

C. Conditions concernant l'habitation.

Outre les conditions reprises dans la Troisième Partie ci-dessus, l'habitation à rénover par un entrepreneur-rénovateur doit présenter des vices de stabilité ou d'étanchéité ou de sécurité.

D. Montant de la prime.

1. La prime octroyée à l'acquéreur d'une habitation préalablement rénovée par un entrepreneur-rénovateur est fixée à 40 p.c. du prix net d'acquisition sans pouvoir dépasser F 500 000.

2. Le bénéfice de la prime n'est pas cumulable avec les avantages instaurés en vertu de l'arrêté royal du 23 juin 1983 instituant, pour la Région bruxelloise, une prime unique pour la construction ou l'acquisition d'un logement ainsi qu'une assurance contre la perte de revenus.

E. Liquidation de la prime.

Pour ce qui concerne l'habitation rénovée par les soins de l'entrepreneur-rénovateur, la prime dont le montant lui aura été préalablement notifié sera liquidée en un seul versement à l'acquéreur de l'habitation rénovée, par le notaire, après signature de l'acte notarié, pour autant que l'acquéreur soit une personne physique et que la vente (compromis de vente) ait été conclue dans un délai d'un an à dater de l'achèvement complet des travaux.

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,
C. Goor-Eyben.

MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Administration des Mines

Dérogation conditionnelle au régime réglementaire relativement aux engrais à base de nitrate ammoniacal à taux d'azote ne dépassant pas 28 p.c., consistant en mélanges intimes d'au plus 80 p.c. de nitrate ammoniacal et d'au moins 20 p.c. de calcaire ou ingrédient inerte analogue finement moulu, agréés par le Service des explosifs

La liste parue au *Moniteur belge* n° 128 du 2 juillet 1976 (pages 8823 — 8824), est complétée comme suit :

43. Engrais simple 27,5 p.c. N à base de nitrate ammoniacal, provenant de Cdf Chimie Azote & Fertilisants, usine de Mazingarbe (France).

ZEVENDE DEEL

Bijzondere bepalingen in het geval van renovatiewerken die door een ondernemer-vernieuwbouwer aan een woning worden uitgevoerd met het oog op het afstaan ervan aan een particulier onder bezwarende titel.

A. Te onderschrijven verbintenissen.

De ondernemer-vernieuwbouwer moet :

1. Het bezoek van de woning door de afgevaardigde van de Minister toestaan;
2. De vernieuwbouwde woning te koop stellen zodra de werken volledig voltooid zijn;
3. De renovatiepremie niet aanwenden om de verkoopprijs van de woning te verhogen.

B. Bij de aanvraag te voegen documenten :

Bij de aanvraag moet worden gevoegd :

1. de eigendomstitel van de te renoveren woning;
2. de statuten van de vennootschap indien het een rechtspersoon betreft;
3. het uittreksel van het handelsregister indien het gaat om een natuurlijk persoon tot staving van de beroepsactiviteit van de aanvrager;
4. het bestek der werken.

C. Voorwaarden betreffende de woning :

Behoudens de in bovenstaand Derde Deel vermelde voorwaarden, moet de door een ondernemer-vernieuwbouwer te renoveren woning gebreken inzake stevigheid, waterdichtheid of veiligheid vertonen.

D. Bedrag van de premie.

1. De aan de verwerker van een voorafgaande door een ondernemer-vernieuwbouwer gerenoveerde woning verleende premie wordt vastgesteld op 40 pct. van de netto verwervingsprijs zonder F 500 000 te mogen overschrijden.

2. De premie kan niet worden samengevoegd met de voordelen ingesteld krachtens het koninklijk besluit van 23 juni 1983 houdende instelling voor het Brusselse Gewest van een eenheidspremie voor de bouw of de verwerving van een gebouw evenals een verzekering tegen inkomenverlies.

E. Vereffening van de premie.

Wat de door een ondernemer-vernieuwbouwer gerenoveerde woning betreft, wordt de premie, waarvan het bedrag hem voorafgaande werd medegedeeld, in één enkele storting door de notaris na ondertekening van de notarisakte aan de verwerker van de gerenoveerde woning vereffend, voor zover verwerker een natuurlijk persoon is en de verkoop (verkoopovereenkomst) geschiedde binnen een termijn van één jaar vanaf datum van de volledige voltooiing van de werken.

De Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest,
C. Goor-Eyben.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Administratie van het Mijnwezen

Voorwaardelijke ontheffing van de reglementaire voorschriften voor ammoniumnitraatmeststoffen met ten hoogste 28 pct. stikstof, bestaande uit nauw verbonden mengsels van ten hoogste 80 pct. ammoniumnitraat en ten minste 20 pct. fijn gemalen kalksteen of een gelijkaardige inerte stof, die door de Dienst der Springstoffen zijn aangenomen

De lijst verschenen in het *Belgisch Staatsblad* nr. 128 van 2 juli 1976 (blz. 8823 — 8824) wordt als volgt aangevuld :

43. Kalkammonsalpeter 27,5 pct. N herkomstig van de firma Cdf Chimie Azote & Fertilisants, fabriek te Mazingarbe (Frankrijk).